

Le *Conseil d'analyse de la société* a auditionné, dans le cadre de ses travaux sur la politique de la jeunesse, deux parmi les plus éminents sociologues français de la jeunesse, Cécile Van de Velde et Olivier Galland, dont les interventions complètent utilement le rapport qui vient d'être publié. Nous présentons ici la retranscription de ces interventions et de la discussion à laquelle celles-ci ont donné lieu.

## **Cécile Van de Velde**

### ***Les jeunesses européennes face à la crise***

Merci à vous de m'avoir invitée à partager quelques éléments de réflexion sur la place des jeunes en France. Mes travaux ont porté sur la comparaison des trajectoires des jeunes adultes en Europe occidentale<sup>1</sup> - trajectoires que j'ai essayé de saisir à la fois dans plusieurs dimensions. La dimension familiale : comment part-on de chez les parents ? Comment vit-on la dépendance familiale de plus en plus prolongée ? Mais aussi comment cette dimension familiale s'articule-t-elle avec les dimensions sociales : comment s'insère-t-on ? Quel est le rapport aux études et à l'avenir ? Quel est le rapport identitaire à l'adulte ? J'ai conduit cette enquête, au début des années 2000 (mais je vais actualiser le propos) dans quatre pays que j'ai choisis comme volontairement représentatifs des principaux clivages de politique publique en Europe occidentale : le Danemark, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne.

Je passe rapidement sur la méthodologie : ce dont je vais vous parler repose d'une part sur des statistiques longitudinales, résultats d'une enquête qui s'appelle le Panel Européen des Ménages, laquelle permettait de suivre tous les jeunes hors du foyer parental et dans leur trajectoire d'insertion vers la vie adulte. Elle remonte à la fin des années 90, début 2000. J'ai

---

<sup>1</sup> Cecile Van de Velde, *Devenir adulte – Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, 2008.

complété ces données par une enquête qualitative réalisée par entretiens auprès de plus de 150 jeunes européens de dix-huit à trente ans issus des quatre sociétés. Je revisite aujourd'hui ces travaux à la faveur d'une enquête que j'amorce sur la place des âges et les relations entre générations en Europe, que j'essaie de mettre en lien avec les politiques des âges. Comment les politiques publiques répondent-elles aux défis conjoints du vieillissement et de la précarité des jeunes ? J'essaie de mettre cette problématique en rapport avec les aspirations et les normes sociales, à l'aide d'enquêtes qualitatives, afin d'analyser comment ces politiques peuvent rentrer soit en convergence, soit en tension avec les aspirations des jeunes générations. Le mouvement des « Indignés » en pays méditerranéens (qui peut toutefois potentiellement remonter l'Europe), par exemple, pose cette question générationnelle.

Je vous propose donc très rapidement un petit tour d'horizon de ces trajectoires de jeunesse et de la façon dont elles sont aujourd'hui en train d'évoluer par rapport à la crise. Je vais essayer de montrer comment les politiques réagissent à la crise, et comment leurs réactions influent justement sur les parcours de vie.

### ***Le modèle méditerranéen : « s'installer »***

Commençons justement par les sociétés méditerranéennes. Lorsque j'ai fait mon enquête, il y a une petite dizaine d'années, un titre s'est imposé à moi pour caractériser la trame de lecture qu'on peut donner au « devenir adulte » des jeunes Espagnols : « S'installer ». S'installer était vraiment une ligne de signification sur la façon dont eux-mêmes vivaient leur trajectoire, avec l'idée d'une dépendance légitime par rapport aux parents, même très tardive. Vous savez que l'âge médian au départ de chez les parents en pays méditerranéens est de plus de 28 ans : il ne cesse de se rallonger depuis la fin du franquisme, et l'on voit, effectivement, des jeunes

générations qui sont très marquées par ce défi de l'installation, lequel se résume à trois conditions. La première est d'avoir un emploi stable, emploi stable qui arrive de plus en plus tard dans les trajectoires. Les politiques de l'emploi ont fluidifié énormément le marché du travail sur les jeunes, ce qui fait que l'on a principalement des contrats très courts et un chômage de masse – en Espagne, 46% des 16-24 ans sur le marché du travail en 2011.

La seconde condition est relative à la vie de couple. On tend parfois à oublier que la liaison départ-mariage est encore très prégnante dans les pays méditerranéens. On voit cela principalement chez les pays d'héritage culturel catholique (même si celui-ci est sécularisé) ; en Irlande, c'est la même chose. Il faut avoir en tête la question du logement : ce sont des sociétés de propriétaires, où acheter son logement est plus important qu'en France. La location est assez peu investie par les jeunes, d'où l'échec par exemple de la politique de « renta de émancipation » : on a voulu en vain favoriser une décohabitation un peu plus rapide afin de s'attaquer au problème de la chute de fécondité que connaît l'Espagne. L'un des facteurs explicatifs de la chute de la fécondité dans les pays méditerranéens réside en effet dans le départ de plus en plus tardif, même si un rattrapage rapide se produit dans la trentaine, au moment de l'entrée dans la parentalité.

Il y avait donc, au début des années 2000, un modèle très prégnant « d'installation », à la fois légitimé culturellement et subi économiquement. L'impact de la contrainte économique sur les trajectoires est de plus en plus lourd - avec un destin marqué par un chômage fortement intériorisé -, auquel s'ajoute la norme parentale d'un départ légitimé avant tout par le mariage. C'est en train de bouger, et on percevait déjà alors des aspirations de plus en plus contrariées à l'autonomie. Le mouvement de la « génération mille euros », dont vous avez sans doute entendu parlé, a démarré en Espagne, avant de se diffuser ensuite en Italie, en Grèce, etc...

## *Un sentiment de « dépossession » face à la mondialisation*

J'ai fait une petite enquête sur le mouvement actuel des Indignés, sur ses discours et sur ses racines : il est clair que l'étincelle qui a déclenché le mouvement, et l'un de ses ressorts principaux, tient à ce désir de restaurer l'autonomie des vies face au déclassé vécu non seulement par le statut -comme on peut le sentir en France- mais surtout par le logement. L'achat d'un logement, qui est encore une condition pour accéder à la décohabitation, nécessite un endettement – voire un surendettement sur tout le parcours de vie - qui est de plus en plus vécu comme une contrainte au plan individuel. Ces jeunes ont le sentiment que leur destin leur échappe. Cela fait quelques années que cela durait, mais ce sentiment individuel d'un destin qui leur échappe se double aujourd'hui (c'est selon moi l'étincelle qui a tout déclenché) du sentiment d'une dépossession de leur destin collectif. Ils sont les témoins des plans d'austérités initiés par le politique, ce qu'ils vivent comme une impuissance du politique à restaurer l'autonomie de leur vie.

La problématique des pays de l'Europe méditerranéenne aujourd'hui est celle d'une frustration économique qui s'accompagne de la montée d'une norme d'autonomie à laquelle les politiques familialistes ne sont pas en mesure de répondre. Le discours des Indignés ne se dirige pas contre le politique (c'est leur problème d'ailleurs, l'indignation n'est pas l'action), ni contre les générations du dessus, mais vers une cible, les puissances financières, très désincarnée, presque invisible. Leur discours - « banquiers en prison », « nous ne sommes pas des marchandises » - porte sur le refus de la marchandisation des vies et la perte de souveraineté sur leur vie. C'est le sens même de la formule du mouvement, « Toma la plaza » - « Prends la place », la place incarnée, la place Madrid, mais aussi la place dans la société : cela résonne comme un ressort de mise en capacité de l'individu et du politique. Les « Indignés » sont un label qu'on reprend ailleurs avec d'autres ressorts. Je crois qu'on est sur

une problématique méditerranéenne mais qui peut se prolonger, au gré de mouvements ponctuels.

**Alain de la Morandais :**

Ce qu'on voit aux Etats-Unis en est-il une illustration ?

**Cécile Van de Velde**

Aux Etats-Unis, ce n'est pas du tout pareil. On les nomme « les Indignés », parce que c'est utile médiatiquement. On retrouve la mise en cause des puissances financières, la frustration économique et la désillusion du politique. Mais les ressorts sont moins générationnels aux Etats-Unis qu'en pays méditerranéens, où ce sont vraiment les jeunes qui se désignent comme « génération zéro », et où l'on voit, effectivement, avec la crise, que ceux-ci se trouvent dans une impasse de vie et voient s'assombrir les perspectives.

***Le modèle français : « se placer »***

A-t-on en France cette possibilité d'une mobilisation générationnelle majeure ? On a vu que le mouvement des Indignés n'a pas pris. Ce que l'on voit pour l'instant, c'est que les jeunes françaises - je dis *les* jeunes volontairement - sont encore sous l'emprise de la tyrannie du diplôme. J'appelle « tyrannie », sans jugement moral bien sûr, la conscience que l'on peut s'en sortir individuellement par, notamment, la clé minimale - qui est de plus en plus tenue pour une condition préalable nécessaire mais de moins en moins vécue comme une garantie suffisante - que représente le diplôme. Des sondages récents ont montré que les jeunes français croient encore fortement au diplôme, qu'ils croient de moins en moins en la capacité

de la société à les insérer, mais de plus en plus en leurs ressources et leurs efforts personnels pour réussir. Il y a donc une défiance envers les institutions, qui s'accompagne d'une focalisation accentuée sur cet enjeu du diplôme.

Cela m'avait frappé, et j'avais appelé ces trajectoires « Se placer » : se placer dans une société méritocratique, qui classe en fonction du diplôme, et où il y a une intériorisation presque suraiguë de cet enjeu du diplôme en période de crise. Ce qu'on mesure dans les dernières enquêtes, c'est une réponse à la crise par le stress et l'anxiété. Les jeunes Français sont, avec les Japonais, les jeunes les plus stressés du monde : on a affaire à des sociétés qui ont choisi de classer très tôt, de fixer très précocement les destins par l'enjeu éducatif. On voit ainsi se développer les phobies scolaires dès l'adolescence, une peur de l'échec qui apparaît de façon précoce, et l'intériorisation de ce que j'appelle les « rails de la jeunesse » : une intériorisation de l'absence de rattrapage, qui dramatise l'enjeu de l'orientation et celui de l'insertion aux yeux des jeunes, de leurs familles et aussi des professeurs. Ces enjeux sociaux permettent notamment d'interpréter leurs comportements familiaux.

*Les jeunes français expriment des aspirations proches de celles de leurs pairs du nord de l'Europe mais leurs trajectoires ressemblent davantage à celles qui prévalent dans les pays méditerranéens*

En termes d'aspirations à l'indépendance ou à l'autonomie, les jeunes Français seraient plus proches des jeunes du nord de l'Europe : une aspiration à l'indépendance précoce modulée par une aspiration à l'autonomie, à faire ses choix, à la possibilité de se déterminer sur un temps plus long. Ils ont cependant des trajectoires d'insertion beaucoup plus proches des pays latins – des trajectoires d'insertion longue. Il y a un investissement massif dans les études. La

société française, avec son idéal méritocratique, a construit un sas en trois temps, où les études, très peu cumulées à l'emploi (même si cette pratique commence à se développer, elle reste faible au regard de la comparaison européenne) sont vécues comme centrales. On voit par exemple dans le discours de l'Unef-ID la peur du cumul emploi-études au nom de l'enjeu du diplôme. C'est très français comme discours, puisque effet cela revient à intérioriser le fait que l'alternance - qu'elle soit incluse dans le temps des études, ou qu'elle prenne l'aspect d'un temps d'arrêt des études avant leur reprise - est vécue comme une menace sur la réussite. La réussite par l'obtention des diplômes est encore vécue comme prioritaire.

***Une angoisse typiquement française : course aux diplômes et crainte de ne pas trouver sa place dans une société peu accueillante***

Voilà donc ce qui m'avait frappé dans les enquêtes : cette conscience fortement intériorisée de l'enjeu du diplôme, le report de l'insertion, et donc des parcours ternaires, avec un temps d'insertion vécu comme l'épreuve de la « chaise électrique » à travers l'idée qu'on ne choisit pas mais qu'on sera choisi. Ce n'est peut-être pas le cas dans tous les pans de génération, mais c'est tout de même assez généralisé, même chez les jeunes des Grandes Ecoles : l'idée qu'on ne choisit pas, que l'on est choisi, et qu'il importe donc d'accumuler les attributs. On a ainsi des jeunes français non seulement anxieux, je l'ai dit, mais aussi assez peu confiants dans la société pour les insérer, et qui sont obsédés par l'idée d'être toujours en retard. Ils ont le sentiment d'être en retard d'un diplôme, d'un stage, d'une année, obsédés par le cumul des attributs. Dès qu'on leur propose quelque chose d'autre, comme le bénévolat par exemple, le service civique, c'est intériorisé comme un attribut en plus, et la machine poursuit son cours :

cela induit un cumul d'attributs, une inflation des diplômes, ainsi que l'intériorisation par les employeurs que les jeunes français sont une main d'œuvre un peu à part.

### *Effets pervers des politiques catégorielles ciblées sur la jeunesse*

Les politiques publiques ont également un rapport vertical à la jeunesse, qui consiste à en faire l'objet d'un traitement à part. Au regard des comparaisons européennes, il me semble que poursuivre dans cette logique de seuil d'âge et de traitement catégoriel de la jeunesse constitue une erreur. Elle implique comme effet pervers l'accentuation de l'idée que la jeunesse est une main d'œuvre à part, et la perpétuation de ce sas en trois temps très anxiogène, empêchant la flexibilité des trajectoires dans les parcours de vie, lesquels sont appelés, dans le contexte actuel, à devenir beaucoup plus mobiles. Je milite donc plutôt pour désenclaver le temps des études du temps de la jeunesse, pour le réinscrire dans le temps long de la vie. Il faudrait permettre un retour plus aisé aux études pour faire disparaître le sentiment de l'absence de droit à l'erreur, de l'absence de possibilité de rattrapage. Une fluidification des trajectoires par l'introduction de l'emploi dans le temps des études, même si c'est sous la forme de l'alternance indirecte, contribuerait à valoriser la main d'œuvre dite « juvénile ».

Dans les comportements familiaux, on sent une aspiration très contrariée à l'indépendance : les désagréments qui en résultent sont cependant acceptés au nom, justement, de l'enjeu des études. Quand la solidarité familiale sur laquelle on a compté, politiquement et socialement, n'est pas présente, il en résulte un comportement d'arrêt des études. Or, Olivier Galland en parlera mieux que moi, cet arrêt précoce des études est particulièrement clivant socialement dans les trajectoires des jeunes. Au-delà du déclassement des jeunes générations, le diplôme est certes vécu, aujourd'hui, comme moins immédiatement rentable que par le passé, même

s'il favorise l'accès à l'emploi. La perspective intra-générationnelle me semble néanmoins prioritaire : il importe de voir qu'il y a les perdants des perdants, ceux qui sortent précocement du système scolaire. C'est chez ces jeunes-là que l'on voit poindre le sentiment de l'impasse de vie, la perte de confiance dans les institutions et l'idée qu'il n'y a plus rien à perdre - à l'image de ce qu'on voit chez les jeunes méditerranéens. Il manque l'étincelle, mais on a là des pans de générations qui ne sont pas à l'abri d'une mobilisation assez forte.

### *Le modèle libéral anglo-saxon : « s'assumer »*

Un mot sur les sociétés libérales. Comment les trajectoires juvéniles se déploient-elles face à la crise au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou au Canada ? On voit émerger la même problématique, avec des vies qu'on rend, dans la logique libérale, un peu plus sensibles aux marchés. Les politiques favorisent l'autofinancement des études : la politique de prêts fonctionne bien, mais la problématique qui émerge est celle du surendettement. Il est très rare, au Royaume-Uni, que les jeunes se mobilisent : Au-delà des émeutes, qui relèvent selon moi d'une autre problématique, on a pu assister, en décembre dernier, à une mobilisation des jeunes étudiants contre l'augmentation des droits universitaires.

Les trajectoires des jeunes britanniques sont caractérisées par un départ très précoce : on est sur des trajectoires de jeunesse beaucoup plus courtes. J'avais appelé cela, dans mon étude, « s'assumer » : ce qui est valorisé, c'est la « rupture » d'émancipation, et ce le plus vite possible. Elle est perçue comme un phénomène positif, ascensionnel. Les jeunes des pays « libéraux » sont du reste les seuls, parmi tous les jeunes que j'ai interrogés en Europe, qui aient une représentation positive de l'âge adulte. Il apparaît positif de rompre les liens soit avec ses parents, soit avec l'Etat. Cette rupture est vécue comme une auto-fondation de soi par

l'indépendance financière. Elle est vécue comme centrale dans les trajectoires, ce qui fait que même s'il existe au Royaume-Uni des solidarités familiales, elles sont mobilisées par contrainte, tant le prix des études est fort, mais sont vécues dans la culpabilité. Le « potentiel » de solidarité familiale n'est pas immense, mais il commence à peser d'un certain poids sur les trajectoires, s'agissant des générations qui arrivent en ce moment sur le marché du travail avec un endettement assez fort. Le problème de l'endettement des études est réel : il permet d'expliquer les difficultés inédites que rencontre aujourd'hui une génération qui accède jusqu'au niveau bac + 5, un problème qui est aujourd'hui soulevé dans le débat public. Le marché du travail reste plutôt fluide : les jeunes sont conduits à effectuer un arbitrage entre soit continuer des études particulièrement chères (quitte à mobiliser une solidarité familiale culpabilisante), soit choisir d'entrer sur le marché du travail (quitte à se brader en termes de diplôme). Par-delà ce problème du prix des études, il subsiste toutefois chez les jeunes britanniques une croyance assez forte en leurs propres capacités, et une confiance dans la société. L'imaginaire libéral du retournement possible reste très fort, alors même qu'ils vivent là où, en Europe, la pression financière sur les jeunes est une des plus marquées. Accéder au logement est très difficile, payer ses études également : l'insouciance est donc moindre, mais la croyance en la possibilité de retournement des vies – l'idée de vies en « *highs and lows* », que l'on pense toujours pouvoir retourner même si l'on traverse un moment difficile - cimente encore les sociétés libérales.

### ***Le modèle social-démocrate danois : « se trouver »***

S'agissant des jeunes du nord de l'Europe, j'ai étudié plus spécifiquement le cas Danois, qui est très particulier. Il s'agit en effet du pays où l'on trouve les politiques de jeunesse les

plus généreuses d'Europe. On trouve néanmoins une même coloration dans tous les pays scandinaves - Finlande, Suède, Norvège – qui sont, pour le moment, les plus protégés face à la crise. Leur réponse principale, qu'on peut appeler « libérale-démocrate » ou « sociale-démocrate », a consisté à fluidifier le marché du travail en rendant le licenciement plus aisé. Elles parviennent cependant à former des jeunes qui sont extrêmement confiantes dans l'avenir, ce que l'on perçoit même dans les derniers chiffres en dépit de la crise.

Pour caractériser les trajectoires des jeunes Danois, j'ai pris comme titre « Se trouver » : il s'agit de trajectoires qui s'amorcent dans une indépendance très précoce. D'une manière générale, plus on remonte l'Europe, plus on va vers des pays dont l'histoire a été marquée par le protestantisme, plus l'indépendance est précoce. Dans les sociétés méditerranéennes, les jeunes partent plus tard, mais ils construisent une autonomie à l'intérieur du foyer. Ceux du nord de l'Europe partent plus tôt et très facilement de chez leurs parents, aidés par l'Etat principalement. Il y a une norme d'autonomie qui est très prégnante : même si l'Etat n'aidait pas, ils partiraient tôt. Il y a à la fois une aide matérielle de l'Etat et une norme de départ précoce qui fait consensus parmi les générations. L'âge médian au départ est 20 ans, le plus précoce d'Europe. Les trajectoires sont longues en études, mais très alternées : la jeunesse est vécue comme une période d'exploration. Les jeunes Danois appellent cela faire leur « *ego-trip* » : avoir le temps de choisir, sans urgence financière. Le contraste est saisissant avec les jeunes français, qui vivent, eux, le diktat de l'orientation précoce. Les jeunes Danois, dont les études sont généreusement financées par l'Etat, vivent dans une forme de « non-urgence » et dans ce que l'on pourrait appeler une « flex-indépendance ». Il existe un double pilier du financement des études : outre l'Etat, qui finance quasi-totalement les études, il y a aussi l'emploi. Les jeunes Danois rentrent très tôt sur le marché du travail, y compris pendant les études, ce qui me conduit à émettre quelques réserves quant à l'importation de ce qu'on appelle en France l'allocation d'autonomie pour les étudiants. En France, il y a peu de cumul

études/emploi, si bien que l'allocation d'autonomie pourrait favoriser un maintien dans les études, alors que ce n'est pas le cas du modèle scandinave actuel. Celui-ci se fonde, on l'a vu, sur un double pilier : l'Etat aide, mais l'emploi est extrêmement présent dès 16-18 ans. Il est alterné surtout en cumul indirect dans le temps : on fait deux ou trois ans d'études, on s'arrête pour travailler, puis on reprend les études.

Ce phénomène de reprise des études est facilité par l'Etat, qui offre des bourses sans limite d'âge. Ce qui est intéressant, c'est que, dès 18 ans, il n'y a pas de séparation jeune/adulte comme les sociétés continentales en ont créée. Les droits sont ouverts dès 18 ans, sous forme de bons mensuels sur six ans dont l'individu peut user à sa guise en fonction de sa propre trajectoire : tant qu'on n'a pas usé tous ses bons, on peut encore reprendre des études pour terminer les six ans offerts par l'Etat. On observe en conséquence des études très longues dans le temps – ce sont les jeunes scandinaves qui sont le plus longtemps aux études -, mais très alternées avec l'emploi. Avec un taux de chômage qui s'élève du fait de la crise, on voit émerger dans le débat public la problématique de l'accès au logement, mais on reste loin des thèmes de la précarité et de la jeunesse sacrifiée que l'on voit se développer en France. On est au contraire dans l'idée que l'Etat favorise presque trop les jeunes par rapport à la génération des aînés, dans la mesure où prédomine l'idée sociale-démocrate d'investir avant tout sur l'éducation et moins sur les générations aînées - si ce n'est sous forme de services d'Etat, les maisons de retraite, etc.... Les solidarités familiales sont codées comme injustes, arbitraires, parce que trop inégales.

Les pays du nord de l'Europe, jusqu'à la Finlande, ont répondu à la crise par l'activation de filets de sécurité envers les jeunes chômeurs de longue durée. Ils ont pour l'instant répondu par des politiques spécifiquement sociales-démocrates, c'est-à-dire par une présence plus forte de l'Etat. C'est ainsi que l'on peut expliquer l'optimisme des jeunes de ces pays, qui se manifeste dans les enquêtes par des taux presque insolents au regard de la situation des autres

jeunesses européennes. Les jeunes danoises et norvégiennes, c'est un peu moins vrai pour la Suède, ont des problèmes de chômage mais une confiance en l'avenir qui frôle les 80%, un taux extrêmement élevé par rapport aux autres jeunes mondiales. Cette social-démocratie est cependant fragilisée elle aussi par la crise, et il faudra voir comment la situation évoluera dans des pays qui ont par ailleurs saturé leurs taux d'emploi par le travail féminin. Il n'est pas dit que leur politique de générosité vis-à-vis des étudiants ne soit pas remise en cause par la crise.

***Un sentiment de déclassement de la jeunesse européenne qui frappe surtout sa part la moins mobile***

J'arrête là ce petit tour européen pour conclure. Les jeunes les plus frappées par la crise sont effectivement les jeunes méditerranéennes. Ce sont celles qui se sont pour l'instant le plus mobilisées. Dans les autres pays européens, les alliances Etat-marché de l'emploi permettent jusqu'à présent de canaliser la frustration, mais on ne peut nier que se développe un sentiment de déclassement, que l'on perçoit jusque dans les sociétés du nord de l'Europe, où l'on évoque parfois les rapports intergénérationnels en termes d'injustice. Ce sentiment de déclassement se diffuse largement, mais un clivage émerge également entre les jeunes mobiles et les jeunes immobiles. Partout en Europe, la difficulté est plus grande dans les territoires où l'on a des jeunes enclavées, qui sont immobiles, comme assignées à résidence, tellement il paraît difficile aux jeunes de partir vers des poches d'emploi. On observe à l'échelle européenne l'émergence de ce clivage entre des jeunes urbaines internationalisées - même espagnoles - qui peuvent aller chercher de l'emploi ailleurs, et

celles qui restent dans des territoires ruraux ou de banlieues. Ce clivage témoigne du fait que l'inégalité territoriale et l'inégalité sociale commencent à se fondre.

**Olivier Galland**

*Le destin divergent des deux jeunesses françaises*

Je vais vous parler d'un petit livre que je viens d'écrire avec trois collègues économistes - Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo et André Zylberberg<sup>2</sup>. Il est rare que des sociologues travaillent avec des économistes, mais voyez que c'est possible ! Je voudrais vous en présenter les principaux arguments.

Quelle est la thèse du livre ? Elle se démarque de la thèse la plus courante au sujet de la jeunesse, la thèse de la génération sacrifiée, défendue notamment par Louis Chauvel. L'argument principal est qu'il y a en fait deux jeunesses, dont les destins n'ont rien de commun - l'une s'en sort, et l'autre non. On a trop tendance à oublier cette fracture à l'intérieur de la jeunesse. Pourquoi ? Parce que l'allongement de la jeunesse que connaissent tous les jeunes - à la fois du fait de l'allongement des études mais aussi de l'instauration d'une phase d'emplois précaires à la sortie des études - génère l'illusion qu'ils ont des parcours communs marqués, pour tous, par une précarité durable. Mais il n'en est rien. Lorsque l'on regarde les statistiques du marché du travail, on voit qu'il existe des parcours très différents.

---

<sup>2</sup> *La Machine à trier – comment la France divise sa jeunesse*, Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo, Olivier Galland, André Zylberberg, Editions Eyrolles, 2011.

Pour certains, cette précarité de début de vie active est une sorte de tremplin vers l'emploi stable, tandis que pour d'autres elle est plutôt une trappe vers la pauvreté et l'exclusion. Finalement, lorsqu'on regarde ce qui se passe à 30 ans, on voit que 70 à 80 % des jeunes ont accédé à ce fameux CDI. Si on disait cela aux Français, je pense qu'ils ne le croiraient pas. C'est pourtant la réalité.

### ***Deux jeunesses : l'écart se creuse entre les plus diplômés et ceux qui n'ont pas de diplômes***

Qu'est ce qui fait le départ entre ces deux jeunesses ? C'est la question dont nous sommes partis dans notre livre. Pour l'essentiel, ce qui fait le départ, c'est le niveau d'études. On sait qu'en France, pas loin d'un jeune sur cinq sort du système éducatif initial sans diplôme. Ces jeunes connaissent évidemment des difficultés d'insertion professionnelle très fortes. Et surtout, lorsqu'on regarde l'évolution depuis vingt ans, on voit que l'écart entre ces deux jeunesses selon le niveau de diplôme, ne fait que s'accroître. D'ailleurs le taux de chômage des jeunes sans diplôme a cru de manière beaucoup plus forte que le taux de chômage des jeunes avec diplôme. Si l'on compare les diplômés aux non diplômés, il apparaît que le diplôme est une protection encore plus efficace qu'il ne l'était il y a vingt ou trente ans. Aujourd'hui, en gros, le risque de chômage des non diplômés est environ deux à trois fois plus élevé que celui des autres jeunes. Voilà donc le premier point : il y a bien deux jeunesses dont les destins divergent de plus en plus.

***La relégation des jeunes non diplômés n'affecte pas leur aspiration à accéder au statut d'adulte mais affaiblit fortement leur « sentiment d'appartenance collective »***

Partant de cette donnée fondamentale, nous avons cherché à en déceler les conséquences sur les attitudes des jeunes. On a pour cela essayé d'examiner assez attentivement plusieurs enquêtes très suggestives qui portent sur les valeurs des jeunes. Quels constats peut-on faire à la lumière de ces travaux ? Premier constat : la relégation dont sont victimes les jeunes sans diplômes n'a finalement pas porté atteinte à leur aspiration d'accéder au statut adulte, symbolisé par la fondation d'une famille et l'accès au travail. C'est important de le souligner, dans la mesure où l'on entend parfois dire le contraire. Elle n'a pas non plus porté atteinte aux normes qui régissent la vie privée ou les relations sociales ordinaires. Les jeunes sans diplômes - c'est assez surprenant à constater - ont plutôt des attitudes un peu plus « conservatrices » que les autres jeunes. Ils sont par exemple plus en faveur d'une morale traditionnelle concernant la famille ou le rôle des femmes dans le couple.

Un deuxième constat est en revanche plus inquiétant : cette relégation sociale dont les jeunes sans diplômes sont victimes affaiblit très fortement leur sentiment d'appartenance collective, ce que les sociologues appelleraient l'intégration sociale, c'est-à-dire le sentiment, au fond, de partager des valeurs communes avec le reste de la société. Cela affaiblit leur participation à cette société en tant que citoyens : ce sont des jeunes qui ont un très faible engagement associatif, qui se désintéressent de la politique, qui ont une faible participation électorale, et même protestataire. Les jeunes qui manifestent ne sont pas ces jeunes sans diplômes, ce sont plutôt les lycéens ou les étudiants. Ces jeunes sont pourtant tentés par la radicalité, puisque 23% d'entre eux disent, dans l'une des enquêtes auxquelles nous nous sommes référés, qu'il faut changer radicalement la société par une action révolutionnaire. 23%, c'est quand même assez impressionnant, alors qu'ils ne sont que 15% chez les jeunes diplômés. Il est vrai qu'en France, il y a une tradition de la radicalité, mais, répétons-le, elle est encore plus forte chez les moins diplômés.

### **Alain de la Morandais**

Mais quel sens donner à cette affirmation de radicalité révolutionnaire chez des jeunes dont vous venez d'affirmer qu'ils répugnaient à s'engager ?

### **Olivier Galland**

Il s'agit, paradoxalement, comme vous le soulignez avec justesse, d'une aspiration révolutionnaire sans engagement, ou alors par éruptions, comme on le voit lors de ces sortes de Jacqueries de la jeunesse qui surviennent de temps à autres : on se souvient par exemple des révoltes des banlieues de novembre 2005.

*A l'origine de ce clivage au sein de la jeunesse, la convergence mal maîtrisée de certaines spécificités de notre marché du travail, de notre système éducatif, de nos attitudes familiales*

Voilà pour le constat. Le livre essaie ensuite, très modestement, de voir quels sont les mécanismes qui sont à l'origine de cette coupure à l'intérieur de la jeunesse. Il nous semble que l'on peut mettre en cause une articulation du marché du travail, du système scolaire et des attitudes familiales.

Le marché du travail d'abord. On a en France, c'est bien connu, un marché du travail qui est extrêmement segmenté, avec une très nette opposition entre les emplois stables, les fameux CDI (et aujourd'hui le CDI est vraiment le symbole pour les Français de cette installation dont parlait Cécile, le symbole de l'accès à l'âge adulte), et les emplois instables - essentiellement les CDD. Certains travaux d'économistes – notamment ceux de Behaghel,

Postel-Vinay, parmi d'autres - ont montré que cette coupure institutionnelle du marché du travail contribue à concentrer la précarité sur les jeunes. Lorsqu'on regarde les statistiques, c'est tout à fait frappant : on voit que cette augmentation des emplois précaires s'est faite presque exclusivement avec les jeunes alors que les adultes dans la force de l'âge ont été presque totalement épargnés. Il y a donc là effectivement une coupure intergénérationnelle qui s'accroît, mais surtout au détriment des non diplômés.

Deuxième facteur : un système scolaire très sélectif qui répond, au fond, à la segmentation du marché du travail. Les deux sont liés, me semble-t-il. Il est d'autant plus essentiel d'être le meilleur à l'école que les bons emplois en CDI sont rares et difficiles d'accès, et qu'il y a très peu de chance d'obtenir ces emplois sans diplômes. La hiérarchie des emplois est en France très étroitement liée à la hiérarchie des formations.

Troisième facteur : le rôle de la famille, essentiel en France parce que la famille joue, comme l'a bien montré Cécile, un rôle d'accompagnement très important. Il existe une sorte de pacte intergénérationnel implicite. Les parents disent : « bon, chers jeunes, on va vous protéger, on va vous aider durant cette phase de transition difficile, mais en échange vous nous laissez les bons emplois et les emplois stables ». Ce pacte générationnel implicite est extrêmement inégalitaire parce qu'il s'opère au détriment des jeunes qui n'appartiennent pas à des familles possédant les moyens de les aider. Cette aide familiale informelle, assez typique du modèle français, renforce les inégalités et entretient, me semble-t-il, un réflexe conservateur : certains pensent qu'ils vont s'en sortir par leurs réseaux sociaux et familiaux et, au fond, ils se satisfont de ce système inégalitaire, de cette espèce de marché noir où ils pensent qu'ils peuvent s'en sortir individuellement.

Le livre consacre également un développement au système éducatif qui nous paraît être au cœur de cette coupure à l'intérieur de la jeunesse. Je rappelle quelques caractéristiques de notre système : un taux de sortie sans diplôme très élevé ; les enquêtes PISA montrent que la

France occupe un rang médiocre dans les comparaisons internationales et, surtout, que les écarts se creusent entre les élèves les plus performants et les élèves les plus faibles, du fait principalement de la baisse des résultats des élèves les plus faibles. On a en fin de compte, et c'est très inquiétant dans un pays du niveau économique de la France, une proportion considérable de jeunes - de l'ordre de 20% - qui, à la fin de la scolarité obligatoire, ne maîtrisent pas les compétences fondamentales. C'est vraiment un constat inquiétant. Comment en est-on arrivé là ? Il me semble, ce n'est d'ailleurs pas une hypothèse spécialement originale, que la France a réussi la massification de l'accès à l'enseignement mais n'a pas réussi la démocratisation. Elle a réussi la massification, c'est évident, puisqu'on a aujourd'hui 66% de bacheliers dans une génération, contre 20% en 1970 et un peu plus de 40% en 1990. Il y a donc eu, effectivement, un mouvement de massification de l'accès à l'enseignement secondaire très important, mais elle n'a pas réussi la démocratisation, puisqu'on a vu qu'elle laissait au bord de la route une part considérable de la jeunesse.

Alors pourquoi ? Il me semble que l'explication principale tient à la culture profonde de notre système éducatif, qui est du reste partagée par tous les Français, par toutes les familles, y compris dans sa philosophie même, mais qui est pourtant inadaptée aux transformations du public qu'accueille l'école depuis la mise en place du collège unique. Cette culture reste fondamentalement élitiste : c'est le fameux élitisme républicain, obsédé par la sélection des meilleurs sur une base exclusivement académique. Évidemment, cette culture extrêmement élitiste est difficilement compatible avec la réussite de tous les jeunes qui accèdent de plus en plus nombreux à l'enseignement secondaire.

On examine dans le livre trois applications de ces principes : d'abord l'échec de l'orientation. Pour la plupart des élèves, pour beaucoup d'entre eux en tous cas, l'orientation est vécue comme une sanction, une élimination. Quand les élèves disent « j'ai été orienté », cela veut dire « on m'a mis sur une voie de garage ».

Deuxième point, peut être plus important encore : on a en France une manière d'enseigner qui est trop formelle, trop verticale. Nous citons dans le livre un certain nombre de recherches internationales, notamment des enquêtes très intéressantes auxquelles a participé Pierre Cahuc, qui montrent que les méthodes d'enseignement diffèrent d'un pays à l'autre, et que ces méthodes ont un impact sur la réussite des élèves. On peut, très grossièrement, distinguer deux types de méthodes. Un enseignement de type vertical d'abord, c'est-à-dire un enseignement qui met l'accent sur des cours de type magistral, dans lequel les élèves sont plutôt passifs ; les élèves participent peu et ils ont une relation descendante maître-élève. D'un autre côté, un enseignement de type horizontal, qui met au contraire l'accent sur le travail en groupe, un rôle plus actif des élèves ; ce n'est plus le professeur qui pose les questions aux élèves, ce sont les élèves qui posent les questions aux professeurs. L'enseignement à la française, je ne vous étonnerai pas, est plutôt de type vertical, c'est un enseignement fondé sur la prééminence des disciplines.

On a essayé d'assouplir ce modèle, notamment par la mise en place du Socle commun de compétences. L'idée est qu'il est très important que les élèves n'acquière pas seulement des savoirs académiques, mais des connaissances de base et des compétences sociales. Le rapport d'un député sur la mise en place du socle commun de compétences montre toutefois que, malheureusement, il s'agit pour le moment d'un échec, du moins que la mise en place est extrêmement difficile. L'idée de départ était bonne, mais elle rencontre énormément de résistances. La défense des disciplines reste en France quelque chose de très fort. On a donc beaucoup de mal à passer à un enseignement de type horizontal.

Et puis, il y a une culture du classement qui est vraiment propre à la France. L'École française n'induit pas une culture de la coopération, mais plutôt une culture du classement et de la compétition à outrance. Un professeur, André Antibé, a analysé diverses conséquences de cette attitude dans un livre à la fois très amusant et inquiétant, qui s'appelle « *La constante*

*macabre* », où il montre que les professeurs doivent avoir un pourcentage minimum de mauvaises notes pour être crédibles. C'est tout à fait typique du système français, mais il faut bien voir que cette culture du classement n'est pas du tout une fatalité. On connaît certains systèmes éducatifs, le système finlandais, évidemment, qu'on cite toujours en exemple, mais d'autres aussi, qui renoncent aux notes et aux classements jusqu'à un certain niveau d'enseignement.

***Pour une réforme du marché du travail et une révision en profondeur de la philosophie du modèle français d'éducation***

Voilà notre analyse. Nous nous sommes également efforcés, dans ce petit livre, de faire quelques propositions. C'est évidemment quelque peu audacieux de la part d'universitaires, mais nous avons tout de même essayé. Ce sont des propositions de nature assez générale. Il nous semble, à la suite de notre constat, que l'essentiel devrait porter sur une réforme du marché du travail et une révision en profondeur de la philosophie du modèle français d'éducation.

S'agissant du marché du travail, il est nécessaire, autant que faire se peut, de réduire l'écart entre le CDI et le CDD, en introduisant plus de progressivité dans le passage d'un contrat à l'autre. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire rendre les emplois instables un peu moins précaires, et les emplois stables peut-être un peu moins figés. C'est le sens des propositions de Pierre Cahuc sur le contrat unique. D'ailleurs, je remarque que l'association des DRH a récemment fait des propositions qui allaient dans cette direction. C'est une proposition que l'on avait également entendue dans une campagne électorale passée, mais qui ne s'est pas traduite dans les faits. Au passage, nous ne croyons pas du tout que les emplois

aidés dans le secteur public soient la bonne solution. Cette mesure n'a jamais montré son efficacité pour améliorer l'accès des jeunes aux vrais emplois.

Du côté de l'Ecole, il nous semble qu'il faut sortir de la logique qui définit sa mission comme la transmission discipline par discipline de savoirs académiques, avec l'objectif de sélectionner les meilleurs au moyen de classements et de notations. C'est un système qui est devenu de plus en plus inefficace avec l'Ecole de masse et ses élèves aux profils de plus en plus différents. Il y a des exemples étrangers qui montrent que d'autres voies sont possibles, où l'on privilégie la réussite de tous. Je sais qu'il existe une crainte en France que cette voie-là ne se réalise au prix d'un abaissement du niveau moyen. On voit au contraire dans les comparaisons PISA que les systèmes éducatifs les plus égalitaires sont aussi les plus performants. Cela ne nécessite pas forcément d'injecter des moyens supplémentaires dans le système éducatif. Ce qu'il faut, c'est réduire le primat des disciplines, alléger peut-être les programmes et les heures de cours - parce que les élèves français sont parmi ceux qui ont le nombre d'heures de cours le plus élevé en Europe -, peut-être aussi revoir l'organisation de l'année scolaire, réviser les méthodes d'évaluation, et bien sûr développer des méthodes horizontales d'apprentissage en cassant cette organisation tubulaire par filières rigides.

En disant cela, j'ai le sentiment d'être un peu utopiste. On connaît les résistances à ces transformations. Il est probable que ces propositions ne se concrétiseront pas dans l'immédiat. Pour l'heure, nous ne devons pas laisser sans ressources et sans aide les jeunes qui sont aujourd'hui laissés au bord de la route, notamment ces jeunes non diplômés qui sont - c'est un autre chapitre de l'ouvrage sur lequel je n'ai pas le temps de m'attarder - les grands oubliés de la protection sociale. Ces jeunes sont laissés totalement sans ressources. L'accès au RSA des jeunes est très restrictif : le jeune doit avoir travaillé deux ans pendant les trois dernières années pour pouvoir finalement le toucher. Nous sommes favorables à l'ouverture de l'accès au RSA à partir de 18 ans, pas à n'importe quelles conditions évidemment. Il faut

accompagner cette mesure, d'abord d'un contrôle réel de la recherche d'emploi ou du suivi d'une formation - si ces jeunes suivent une formation -, et d'un accompagnement individualisé très fort, à l'instar de ce qui se fait dans les pays nordiques. Un accompagnement individualisé qui suppose pour le coup de mettre des moyens, parce qu'il nous semble que le service public de l'emploi ne dispose pas aujourd'hui de ressources suffisantes. Les missions locales, par exemple, n'ont pas les moyens de faire de l'accompagnement dans de bonnes conditions. Cet accompagnement relève davantage du *coaching* que de l'entretien standard de Pôle Emploi : mes collègues économistes estiment qu'il faudrait un encadrant pour trente jeunes pour que cela fonctionne. Or, aujourd'hui en France, on a plutôt un encadrant pour cent jeunes. Là, encore une fois, on ne peut faire l'impasse sur la question des moyens.

## **Questions et débat avec le *Conseil d'analyse de la société***

*Les jeunes quittent plus tôt le domicile familial dans les pays du nord de l'Europe  
que dans ceux du sud*

**Luc Ferry**

Pouvez-vous nous donner, Cécile, les âges moyens auxquels les jeunes quittent le domicile familial et commencent à mener leur vie de manière indépendante dans les différents groupes de pays que vous avez étudiés.

### **Cécile Van de Velde**

Pour les pays du nord de l'Europe, je vous l'ai dit, l'âge de départ se situe vers 20/21 ans. Il est à 21 ans au Royaume Uni, ce qui s'explique par la norme de départ précoce, alors que l'Etat n'apporte que peu d'aides. En France, il est de 23 ans, tout comme en Autriche. Les Allemands sont un peu plus précoces (22 ans et demi). Les chiffres sont étonnamment assez stables depuis la fin des années 80. En Irlande et dans les pays méditerranéens, c'est 27 ou 28 ans – 28 ans pour l'Italie. Plus l'on descend vers les pays méditerranéens, et plus la différence hommes/femmes est importante – les femmes partant toujours plus tôt, même dans les pays du nord de l'Europe, que les jeunes hommes.

### **Alain de la Morandais**

La solidarité familiale est plus forte dans les pays du sud que dans les pays du nord.

### **Cécile Van de Velde**

La solidarité familiale joue un rôle plus important, la question étant de savoir jusqu'où elle peut aller. Jusqu'ici, elle a servi de palliatif à la crise ; mais la crise touchant les générations âgées, les flux ralentissent. Par ailleurs, on observe chez les jeunes une montée en puissance de la norme d'autonomie, notamment du fait qu'ils peuvent se comparer avec les autres jeunes européens. Il y a une aspiration à un départ plus précoce. Mais il y a une telle culture de l'achat de logement dans certains pays, en Espagne par exemple, que les parents incitent leurs enfants à cohabiter. Le départ est presque vécu comme une trahison s'il ne s'effectue pas lorsque les conditions de l'installation sont réunies. Aujourd'hui, alors que l'on voit se développer la vie en couple chez les parents, l'impossibilité de décohabiter est de plus en plus mal vécue par les jeunes. La cohabitation ne peut plus être interprétée comme une préférence.

## **Olivier Galland**

Dans le départ des jeunes, il y a quelque chose qui a beaucoup changé, pas seulement dans les âges, mais dans la façon de quitter ses parents. Les démographes différencient l'âge où l'on quitte pour la première fois ses parents, pour occuper un logement - pas forcément payé par le jeune lui-même - de l'âge où le jeune va payer lui-même son logement. Ce modèle étudiant est particulièrement manifeste en France. Les étudiants ont une sorte de double vie : ils vivent dans un logement différent de celui des parents pendant la semaine – souvent payé par les parents, du reste, et l'on a en France des transferts intergénérationnels informels extrêmement importants, qui ne sont pas mesurés par les indicateurs économiques habituels –, et le week-end venu, le jeune revient chez ses parents avec son paquet de linge sale. C'est une situation ambiguë : ils sont en fait mi-jeunes, mi-adultes.

## **Alain de la Morandais**

Pourquoi, en Espagne, les jeunes ne louent-ils pas ?

## **Cécile Van de Velde**

En Espagne, la norme est à l'achat, même dans les milieux populaires. C'est une société de propriétaires, à 80%. Les appartements, en conséquence, sont grands en moyenne. On commence cependant à voir se développer la collocation de ces grands appartements par les étudiants. Il n'en reste pas moins que lorsqu'ils ont terminé leurs études, les jeunes sont censés rentrer, et que le vrai départ aura lieu ensuite, quand toutes les conditions de l'installation seront réunies. Il est vrai, à l'inverse, que c'est en France que le temps séparant la première prise d'indépendance de l'autofinancement complet est le plus long, le plus progressif.

### **Olivier Galland**

Pour les jeunes des classes moyennes et supérieures, c'est un système qui ne fonctionne pas si mal que cela. C'est même un système assez confortable. Cela permet de faire ses premières armes dans la vie, de faire des expériences, avec la possibilité de revenir si cela se passe mal.

### **Alain de la Morandais**

Quelle est la moyenne d'âge au mariage en Espagne ?

### **Cécile Van de Velde**

Elle se situe comme en France entre 29 et 30 ans. Ce qui change par rapport à la France, c'est que le mariage conditionne la décohabitation.

*Y a-t-il une géographie du bonheur des jeunes en Europe ?*

### **Michel Guénaire**

Vous avez décrit une jeunesse des pays du nord de l'Europe plutôt heureuse et confiante, et une jeunesse des pays du sud qui l'est moins. Existe-t-il selon vous une conscience européenne de la jeunesse, une conscience par exemple de ces différences de condition ?

### **Cécile Van de Velde**

Lorsque j'ai réalisé mes entretiens, au début des années 2000, la jeunesse du nord avait peu conscience de sa situation relative d'insertion facile. Peut-être les choses ont-elles changé depuis, du fait de la médiatisation du mouvement des Indignés. Ce qu'il y a de commun aux jeunes européennes, ce sont les aspirations, non les trajectoires effectives. On retrouve

partout deux aspirations fortes : l'autonomie, d'une part, la possibilité de choisir sa vie ; et d'autre part la mobilité. Autonomie et mobilité : il s'agit d'une aspiration identitaire à disposer du temps nécessaire pour se construire. On la retrouve même chez les jeunes britanniques, pourtant très axés sur l'emploi, l'indépendance et le statut, et chez les jeunes Français, qui ont intériorisé la nécessité de choisir très vite leur destinée. Il y a partout une demande du temps du choix, de temps pour trouver et choisir sa place.

### **Malek Chebel**

En vous écoutant, j'ai eu le sentiment que votre propos avait une dimension normative, comme s'il était nécessaire que les jeunes « décohabitent » à 21 ou 22 ans pour être heureux. Votre analyse ne conduit-elle pas à établir une hiérarchie en valeur entre les pays du nord et les pays du sud de l'Europe (sans même parler des pays qui sont au sud de ce sud) ? Au sommet de la hiérarchie, on trouverait les pays de culture protestante, par rapport auxquels catholiques, musulmans ou juifs accuseraient un certain retard. Seuls les pays du nord de l'Europe satisferaient à la norme : ces pays sont riches, les jeunes partent en temps voulu et sont heureux, il n'y a pas de problèmes. Les pays du sud, en revanche, seraient les derniers de la classe.

### **Cécile Van de Velde**

Je n'ai pas voulu dire que les jeunes du nord étaient plus heureux que les jeunes du sud. J'ai fourni un indicateur social relatif à la confiance des jeunes dans la capacité qu'a leur société de les insérer. Les jeunes du nord répondent plus favorablement que ceux du sud, mais ils ont aussi un taux de suicide largement supérieur. Il ne s'agit pas d'établir un dégradé. Les jeunes du sud, par exemple, partent plus tard de chez leurs parents, mais ils construisent leur autonomie au sein du foyer. Ils ne sont pas plus « traditionnels », mais vivent différemment

leur autonomisation. Elle démarre à l'intérieur du foyer, et se clôture par le départ. Alors que celle des jeunes du nord démarre par le départ et se développe hors du foyer parental. Pour ce qui est du bonheur, il faudrait regarder les indicateurs de bien-être. D'après les enquêtes, ils sont indépendants du PIB. Il est vrai que, s'agissant des jeunes du nord, on observe une harmonie, relative et sans doute transitoire, entre leurs aspirations d'une part, la réponse institutionnelle et les normes familiales d'autre part, qui font que – sans qu'ils soient nécessairement plus heureux –, ils ressentent moins de frustration sociale et économique que ceux du sud de l'Europe, où l'on sent clairement que cette frustration devient problématique.

### **Caroline Thomson**

Il y a une réflexion à avoir sur ces notions d'activité et de passivité, par rapport à la question de l'autonomie. Quand on a la possibilité d'agir, ne serait-ce que travailler l'été pour financer ses études, on a davantage le sentiment d'être l'acteur de sa vie. On vit tout de même dans une société qui pousse les jeunes à être très passifs, sauf quand il s'agit d'étudier.

### **Nicolas Bouzou**

La crise des finances publiques renforce cette frustration. Elle donne le sentiment que toutes les ressources vont être allouées aux intérêts de la dette, qu'il n'y a plus de place pour la politique économique. Il serait intéressant de réactualiser les enquêtes pour mesurer la manière dont est perçu, notamment en Grèce, ce déni d'avenir.

### **Cécile Van de Velde**

Qu'est-ce qui cristallise la mobilisation, chez les jeunes et les moins jeunes ? C'est l'assombrissement brutal, l'absence d'horizon. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée d'une confiance liée à l'action. Les jeunes libéraux, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, ont un taux

de chômage qui a remonté subitement, ils ont des problèmes de surendettement, et ils sont pourtant dans un rapport à l'avenir qui est beaucoup plus positif qu'il ne l'est pour les jeunes continentaux, lesquels ne sont pourtant pas beaucoup plus touchés par les difficultés. La mise en action, la croyance en la capacité d'un pouvoir sur sa vie joue un rôle important. Les jeunes libéraux conservent pour le moment cette confiance en l'action individuelle.

### **Olivier Galland**

Un autre aspect du problème mérite d'être évoqué : On peut noter que les jeunes des pays du nord participent beaucoup plus à la vie collective que ceux des pays du sud. Ils sont beaucoup plus présents dans les associations, les syndicats. Cette participation collective est sans doute liée à la culture protestante. Il y a l'idée, dans cette culture protestante, que l'on peut et que l'on doit intervenir sur le bien public. La France à cet égard est à la fois un pays catholique et l'un des pays les plus sécularisés d'Europe. On n'a pas la morale collective des pays du nord, et on n'a plus la morale traditionnelle des pays catholiques de l'Europe du sud. Il en résulte une sorte de déshérence des valeurs.

### **Cécile Van de Velde**

Les jeunes Français ont néanmoins leurs forces. Même chez les jeunes de la « génération Y », qui ont paraît-il un rapport distancié au travail, on observe un rapport affectif au métier qui est le plus fort d'Europe ; une envie de montrer ses compétences et de tenir son rang. Cela résulte de notre système, qui a certes ses travers, mais qui valorise les études en tant que telles, et aussi le métier en tant que tel. C'est quelque chose qui reste.

## *Faut-il faire le procès du système éducatif français ?*

### **Gilles Lipovetsky**

Ne pensez-vous pas que dans l'analyse de la part d'échecs de notre système éducatif, il faudrait insister plus particulièrement sur les failles de la première éducation, davantage que sur le caractère vertical de l'enseignement des disciplines ? On sait très bien qu'il y a un destin scolaire, et que les premiers échecs en CP sont prédictifs des résultats obtenus en fin de parcours.

### **Luc Ferry**

Quand on regarde les enquêtes PISA, on peut envisager deux possibilités : ou bien c'est le système scolaire qui échoue, ou bien ce sont les élèves qui sont moins bons. On peut identifier en France 1500 « points noirs » sans lesquels nous serions probablement classés devant la Finlande. Il faudrait regarder plus précisément ce qui se passe dans ces lieux où l'on ne parvient pas à donner une éducation efficace à beaucoup d'enfants. Il me semble qu'il y a là un vrai débat à avoir, méthodologiquement, et que ce n'est pas nécessairement le système scolaire qui porte la principale responsabilité de l'échec. Cela peut-être la situation sociale, ou familiale, d'autant qu'il y a, en ces domaines, certaines particularités françaises qui jouent sans doute un rôle non négligeable dans le problème que nous évoquons. A tout le moins, on ne devrait pas négliger ces dimensions, même si l'on s'efforce par ailleurs d'améliorer le système éducatif lui-même.

### **Vincent Chriqui**

Le Centre d'analyse stratégique a conduit une enquête à partir des résultats de PISA qui a fait apparaître qu'il y avait deux catégories de bons systèmes : soit les systèmes très horizontaux

de type finlandais, soit les systèmes très verticaux, de type asiatique – les deux pouvant donner de très bons résultats. La France se situe entre les deux, comme si elle n'avait pas su choisir. Notre conclusion n'était pas qu'il fallait nécessairement être « horizontal », mais qu'il faudrait pouvoir enfin choisir notre système. Intellectuellement, j'ai tout de même du mal à adhérer à l'idée qu'il suffirait d'être plus égalitaire, de ne plus noter personne pour que, par miracle, le système fonctionne mieux. Il est vrai cependant que l'on met beaucoup de moyens pour avoir des systèmes très lourds, avec beaucoup d'options, et qu'il faudrait sans doute concentrer ces moyens davantage sur l'accompagnement personnalisé des élèves en difficulté. Il me semble que c'est dans ce sens que l'on est allé ces dernières années.

### **Claude Capelier**

Quand on regarde ce que les pays en tête du classement de l'enquête PISA ont en commun, on s'aperçoit certes, comme vous l'avez dit, que ce sont des pays qui font l'effort de porter le maximum d'élèves à un niveau satisfaisant ; mais ils ont surtout deux autres caractéristiques fortes : d'une part l'intervention immédiate, par un moyen ou par un autre, sur les difficultés des enfants ; et d'autre part le fait que, par des moyens très divers, ils ont recréé une continuité dans les enseignements, d'une classe à l'autre, d'un enseignant à l'autre. En Finlande, par exemple, cela tient au fait que les équipes pédagogiques sont responsables d'une génération entière d'élèves. En Corée du Sud, c'est par un système qui s'impose à tout le Corée. De manière horizontale, comme en Finlande, ou verticale, comme en Corée, ces pays ont trouvé un moyen de reconstituer une unité de perspective, pour l'ensemble des acteurs, que l'on ne trouve pas du tout en France, ni non plus en Italie ou en Grande-Bretagne. Il me semble qu'il faudrait réfléchir au moyen de recréer une unité de ce type en France, étant entendu que cela ne peut sans doute pas se faire par décret depuis le ministère. Quant au Socle commun, son échec s'explique par la dénaturation du projet initial. Alors que l'idée de départ

était de hiérarchiser les connaissances autour de clés permettant de leur donner sens et d'acquérir plus aisément de nouveaux savoirs, on a fait un répertoire rhapsodique de compétences parcellaires et sans liens véritables, dont la caricature est le Livret de compétences publié l'année dernière pour les élèves de collège : son caractère abscons et son inutile complexité ont rendu très aléatoire sa mise en œuvre. Au lieu d'apporter la clarté et la continuité nécessaires, il a contribué à embrouiller encore davantage les choses !

### **Luc Ferry**

Le Conseil National des Programmes a malheureusement été supprimé, et les programmes ont été rendus à l'Inspection, qui est par essence disciplinaire. Le CNP souhaitait mettre en place pour l'école primaire et le collège deux grands champs disciplinaires : l'idée était de faire travailler ensemble physiciens, chimistes et biologistes d'un côté, des littéraires et des historiens de l'autre, pour concevoir des programmes intelligents qui dépassent le cadre étroit des disciplines. Si par exemple on étudie la cité grecque, on peut en même temps étudier Homère et l'Odyssée. C'était du bon sens, mais le CNP, qui avait vocation à mettre autour d'une même table toutes les disciplines, a été supprimé. Cela dit, cette idée de Socle commun, qui à la base était très bonne, n'a rien à voir avec ce que vous dites au sujet de l'enseignement horizontal ou vertical : je crains là que vous ne retombiez dans le vieux débat qui oppose les « pédagogos » et les républicains.

### **Olivier Galland**

Je voudrais répondre à la question sur la précocité des apprentissages, qui me paraît extrêmement importante. Dans notre livre, nous citons à ce sujet des études de psychologues très intéressantes, qui montrent que les capacités cognitives et non cognitives se forment dès le plus jeune âge, et qu'il est non seulement possible mais relativement facile d'intervenir sur

ces capacités très jeune, alors que c'est presque impossible à 16 ou 17 ans. Une intervention précoce sur les capacités est donc souhaitable, notamment sur les capacités non cognitives - le caractère consciencieux, savoir travailler en groupe -, qui sont extrêmement importantes pour la réussite individuelle, pas seulement la réussite scolaire mais aussi, plus tard, la réussite professionnelle.

Je maintiens par ailleurs qu'il y a un problème avec la manière d'enseigner en France, même si mon exposé était sans doute excessivement sommaire. Comment se fait-il que les élèves s'ennuient à l'école ? Pourquoi ont-ils peur de l'école, et ce, dès la maternelle et le CP ? Un système qui génère de la peur, notamment la peur des mauvaises notes, n'est pas un bon système pour favoriser l'intégration des jeunes dans la société. C'est un problème culturel et je crois, en effet, qu'il faut dépasser ce débat entre pédagogues et tenants de la culture scolaire. Je ne me situe pas dans ce débat, mais il me semble que la question de la qualité et du contenu de l'enseignement est absolument fondamentale.

### **Luc Ferry**

Est-ce un problème d'enseignement horizontal ou vertical, ou bien est-ce un problème de qualité du professeur ? Il y a des professeurs qui génèrent l'ennui et d'autres non.

### **Olivier Galland**

Dans les enquêtes, les élèves demandent quelque chose de plus coopératif...

### **Luc Ferry**

Le système américain, qui est plus coopératif, connaît pourtant un taux d'échecs alarmant !

### **Olivier Galland**

Le système éducatif doit contribuer à construire l'estime de soi. Pour la réussite des jeunes, leur sentiment d'intégration dans la société, c'est absolument vital. Or nous ne sommes pas dans un système qui permet de construire l'estime de soi dans de bonnes conditions. J'ai eu des entretiens avec des jeunes à Aulnay-sous-Bois, qui tiennent sur l'école un discours terrifiant. Ils ont l'impression d'avoir été éliminés par l'école, ce qui porte en germe une rupture du pacte républicain.

### **Eric Deschavanne**

Les professeurs font chaque jour l'expérience de cette difficulté, qui est en fait inhérente à l'égalitarisme du système : dès lors que vous définissez un programme pour tous, qui doit tout de même être un tout petit peu ambitieux, et que vous êtes confronté à des élèves qui ont des lacunes importantes, vous êtes condamné à faire terriblement souffrir ces élèves.

### **Olivier Galland**

Bien sûr, et l'individualisation de l'enseignement, qui fait aujourd'hui consensus, est à cet égard une piste qu'il faut suivre. Les réformes qui ont été mises en œuvre ces dernières années vont un peu dans ce sens. La réforme du lycée, par exemple, la réforme Darcos, était très bonne. Il faudrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles elle a échoué.